

**Eloge funèbre  
de M. Henri Cuq**

Madame,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Ministre chargé des relations avec le Parlement,

Mes chers collègues,

Parce qu'il aimait la vie, parce qu'il incarnait la solidité en politique comme en amitié, Henri Cuq était de ceux dont on ne songe pas qu'ils puissent un jour être emportés par la maladie.

Sa silhouette faisait pour ainsi dire partie du monde parlementaire : affable, discret, toujours affairé, toujours écouté car chacun connaissait sa finesse et sa droiture, il était l'âme de ces conciliabules multiples sans lesquels il n'est pas de débat réussi.

Il me revient aujourd'hui le triste devoir de lui adresser le dernier salut de la Représentation nationale et je veux, en votre nom à tous, lui témoigner notre reconnaissance et notre estime.

Né à Toulouse en 1942, Henri Cuq a fait partie de cette génération qui a connu, dans sa prime jeunesse, les privations et les peurs de la guerre, avant de grandir dans une France démocratique et en pleine expansion.

Ce relèvement du pays, cet effort de redressement issu de la Résistance, s'incarnent alors dans un grand homme, le général de Gaulle, et c'est pourquoi, au lycée Berthelot où il obtient son bac, le jeune Henri est déjà un gaulliste de cœur qui veut servir la France.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse, mais aussi de l'Institut d'études internationales et de l'Institut de criminologie de la faculté de Droit, Henri Cuq ne sera pas directeur commercial comme son père, mais il choisira la fonction publique d'Etat en entrant dans la police.

D'abord commissaire à Rennes, il devient en 1972 directeur des Renseignements généraux en Corrèze.

Dans ce département qui vient alors de donner un jeune ministre de l'Agriculture à la France, il rencontre un homme plein d'énergie, plein d'avenir, auquel il va se lier de cette amitié indéfectible dont il est capable.

Quand Jacques Chirac conquiert Paris, Henri Cuq a déjà quitté la province où ses qualités sont tellement appréciées, pour donner sa mesure dans la capitale.

D'abord chargé de mission, puis chef de cabinet du maire de Paris, il est en 1984 chargé de la Délégation générale à l'amélioration de la sécurité des Parisiens : à ce poste, il développe, avec une réelle avance, des techniques de prévention dont l'efficacité sera reconnue de tous.

Un homme aussi investi dans la défense de l'intérêt général ne pouvait rester hors de la vie parlementaire.

Aux législatives de 1986, ce Toulousain aux racines pyrénéennes se présente dans l'Ariège, comme tête de liste de la droite républicaine.

Dans un département ancré à gauche, il fait une campagne de terrain et il est élu.

Deux ans plus tard, au scrutin majoritaire, ce sont les électeurs de la 9<sup>e</sup> circonscription des Yvelines qui lui accordent leur confiance : ils ne le regretteront pas, bien au contraire, et ils vont le réélire quatre fois.

Conseiller municipal d'Aubergenville de 1989 à 1995, conseiller général des Yvelines de 1991 à 2004 et plusieurs fois vice-président du Conseil général, Henri Cuq a parfaitement réussi son implantation locale. Ses concitoyens, les élus, les associations, trouveront toujours sa porte ouverte, les dossiers communaux et départementaux retiendront toute son attention : Henri Cuq se dévoue à ses électeurs, sans jamais perdre de vue la dimension nationale de son mandat.

Particulièrement vigilant sur les questions de sécurité, il se montre attentif aux moyens de lutter contre le terrorisme, ce fléau qui frappe nos démocraties, menaçant toujours de les déstabiliser. Auteur ou rapporteur de si nombreux textes que je ne puis les citer tous, il cherche en particulier à combattre la toxicomanie, et à doter les forces de l'ordre de moyens d'action adaptés aux formes nouvelles de criminalité.

Henri Cuq, nous le savions, n'était pas avare de son temps et c'est pourquoi, soucieux du bien commun, il s'est consacré à plusieurs de ces longues et délicates investigations qui sont l'honneur du travail parlementaire. A chaque fois, ces délibérations ont permis d'orienter l'action des gouvernements vers des mesures pertinentes et des réformes utiles.

Membre de la commission d'enquête sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en 1991, Henri Cuq préside la commission d'enquête sur la situation de la SNCF constituée en 1993. Entre-temps, fidèle à ses préoccupations de sécurité, il a été membre de la commission d'enquête sur les moyens de lutter contre les tentatives

de pénétration de la Mafia en France. Président, en 1996, de la mission d'information commune sur la Corse, il est en 1998 vice-président de la commission d'enquête sur l'utilisation et la gestion des fonds publics sur l'île, un mois après l'émotion suscitée par le lâche assassinat du préfet Erignac : un républicain comme Henri Cuq est profondément affecté, choqué et révolté par un tel attentat, frappant un serviteur de la République qu'il connaissait personnellement.

Mais Henri Cuq ne demeurera pas seulement un législateur exigeant : en 1995, ses collègues le désignent Premier Questeur.

Pendant neuf ans, il exerce cette fonction difficile avec ce mélange de chaleur et de sérieux qui lui était propre. Les députés se réjouissent d'avoir un interlocuteur à leur écoute, sympathique et serviable, mais aussi engagé dans les grands chantiers : l'informatisation des services, la rénovation de l'hôtel de Lassay, la création de La Chaîne parlementaire, l'acquisition de l'immeuble de la rue de Lille et sa transformation en bureaux pour les députés, l'installation des services internationaux dans l'immeuble de la rue Las Cases... Autant d'initiatives et d'innovations qui ont considérablement modernisé et amélioré les conditions de travail des parlementaires.

Homme d'enthousiasme autant que de dossiers, mu par un véritable amour de l'institution parlementaire, Henri Cuq a su, en tant que questeur, se faire apprécier de ses collègues aussi bien que des fonctionnaires de l'Assemblée nationale. Tous ceux qui ont travaillé avec lui conservent le souvenir d'un député patient, ouvert aux préoccupations d'autrui et toujours à la recherche d'un consensus solide.

C'est pourquoi, sans cesser de conseiller ses présidents de groupe, Bernard Pons, Michel Péricard et Jean-Louis Debré, il a toujours su entretenir des relations cordiales avec ses collègues de la majorité comme de l'opposition.

En 2004, cet excellent connaisseur de la vie parlementaire entre au Gouvernement.

Pour autant, il ne va pas quitter les couloirs du Palais-Bourbon : ministre des Relations avec le Parlement de Jean-Pierre Raffarin, puis de Dominique de Villepin, il continue tout simplement de tracer son sillon, au service de la Nation, laissant derrière lui la réputation d'un ministre travailleur et disponible, d'un habile négociateur et d'un vrai républicain.

Lui qui se battait « pour une France respectée », comme il l'écrivait dans sa profession de foi en 1988, a pu apporter au Gouvernement de la France son excellente connaissance des institutions et des parlementaires.

Lui qui était resté simple et direct, il a repris sa place dans l'hémicycle en 2007, faisant consciencieusement son travail de député.

Président du groupe d'amitié France-Mali, président de l'association « Avec le Président Chirac », il est resté jusqu'au bout un parlementaire actif, un député fidèle aux valeurs, aux hommes et aux engagements qui ont façonné sa vie.

Oui, jusqu'au bout, Henri Cuq s'est battu avec un courage inouï contre la maladie. Lucide autant que déterminé, il a rempli sans faillir tous ses devoirs, entouré par sa famille, soutenu par ses amis.

Dans la vie politique, des choix de personnes peuvent rapprocher ou éloigner des hommes ; malgré les convictions, il y a parfois des oppositions, des différends ; mais l'essentiel est ailleurs, dans le combat pour les libertés et les valeurs démocratiques, le combat pour la France. J'ai pour ma part cette consolation d'avoir pu dire à Henri Cuq qu'il était pour moi, au-delà de tout, ce député modèle qui, aujourd'hui encore et pour longtemps, force l'admiration de ses collègues.

A son épouse Janine,  
à ses enfants [Olivier et Frédéric],  
à ses petits-enfants,  
à sa famille,  
aux plus hautes personnalités de la République dont il a soutenu et  
conseillé l'action,  
à ses compagnons et amis du groupe UMP,  
à ses collaborateurs,  
j'adresse au nom de tous les députés et en mon nom personnel,  
mes condoléances les plus sincères.